

**TERMES DE REFERENCE
RECRUTEMENT - CONSULTANT INDIVIDUEL (SSA)**

Titre de la Consultation : Consultant/e chargée de l’organisation, gestion et le suivi de la campagne national pour la Rentrée Scolaire 2024-2025 au Burkina Faso	
1. Source de financement :	2. Catégorie de consultance : Nationale
3. Préparé par :	4. Lieu d’exécution du contrat : Ouagadougou
<p>5. Historique et Contexte :</p> <p>La crise sécuritaire touche aujourd’hui une grande partie du territoire du Burkina Faso. Le nombre de personnes déplacées à l’intérieur du pays (PDIP) est passé de 1,1 million en décembre 2020 à 2,06 millions en mars 2023. Parmi eux, 58% sont des enfants. L’augmentation de la violence contre les civils rend probable des déplacements supplémentaires à grande échelle. Ces mouvements de population sont souvent précédés de graves violations des droits de la personne, touchant principalement les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées. Les communautés d’accueil qui continuent de recevoir et de soutenir de nouvelles personnes déplacées sont de plus en plus fragilisés. Les enfants risquent d’être séparés de leur famille, d’être soumis aux pires formes de travail des enfants, de rejoindre des groupes armés, d’abandonner l’école et d’être victimes d’abus et d’exploitation sexuels ainsi que de mariages précoces.</p> <p>Les attaques armées et les déplacements exercent une pression intense sur le système éducatif des régions d’accueil, mettant en péril l’accès à l’éducation et sa qualité. En outre, la réduction de l’accès humanitaire due à l’augmentation du nombre de points de contrôle illégaux, au harcèlement et aux enlèvements de travailleurs humanitaires complique l’accès à l’éducation dans les zones les plus précaires.</p> <p>Selon les données officielles, au 31 mars 2024, 5 319 écoles ont été fermées en raison de l’insécurité, ce qui représente 20 % des écoles du pays, touchant 818 149 enfants (dont 394 293 filles) et 24 281 enseignants (dont 7 413 femmes).</p> <p>En 2023, la campagne de rentrée scolaire de l’UNICEF a été lancée dans 12 des 13 régions du pays. Au total, 104 921 kits scolaires (66 550 kits génériques, 11 949 kits officielles post primaires et 19 889 kits officielles primaires) ont été livrées par avion (en collaboration avec l’UNHAS et des transporteurs privés) ou par voie terrestre à 55 endroits différents. En outre, 2 420 radios ont été fournies, ainsi que 251 kits récréatifs pour soutenir la continuité et la routine éducative. 114 kits DPE ont été distribués pour assurer la fonctionnalité des centres de développement de la petite enfance. En outre, 363 « écoles-en-boîte » ont été distribués aux écoles primaires et espaces d’apprentissage temporaires. Cela a permis de s’assurer de la disponibilité du matériel pédagogique afin d’améliorer les résultats d’apprentissage au profit des enfants. L’UNICEF a profité de ces mouvements de marchandises à grande échelle pour prépositionner du matériel éducatif d’urgence dans les entrepôts de l’UNICEF à Fada N’Gourma, Kaya et Dori afin de faciliter les futurs déploiements urgents.</p> <p>L’UNICEF a diffusé des spots radio pour promouvoir la scolarisation, installé des affiches en trois endroits prioritaires et organisé des représentations théâtrales dans cinq localités. Dans le cadre de la campagne de rentrée scolaire, un partenariat avec le ministère de la Communication a permis de mener des activités de communication et de sensibilisation dans cinq régions. En collaboration avec les stations de radio communautaires et d’État, des émissions de radio de divers formats ont été produites à partir de messages clés élaborés pour soutenir la campagne et diffusées dans cinq médias de masse dans les régions ciblées. Ensemble, ces émissions ont potentiellement touché plus d’un million de personnes. Les activités comprenaient également la mobilisation des dirigeants communautaires en faveur de la rentrée scolaire des enfants et de leur maintien. Des représentations théâtrales ont été organisées sur les sites de déplacés et dans les communautés pour promouvoir l’éducation dans les situations d’urgence.</p>	

Justification

Le redéploiement progressif de l'administration scolaire et des enseignants, l'état des infrastructures scolaires fermées ou endommagées du fait de la situation de sécurité, et le sentiment d'insécurité restent des défis à relever pour convaincre les parents de laisser tous les enfants reprendre le chemin de l'école et à terminer leur cursus scolaire.

C'est dans le but d'aider le Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN) à réussir la rentrée scolaire 2024-2025 que l'UNICEF envisage de soutenir le lancement d'une campagne nationale pour une reprise et une inscription de tous les enfants dans tout le pays par le recrutement d'un/e consultant/e qui sera en charge de la planification, de la coordination, de l'organisation et de la mise en œuvre des activités de ladite campagne.

6. But et Objectifs :

La présente consultation est requise pour appuyer la conception, le développement et le suivi des stratégies et modalités d'appui au MENAPLN pour réussir la rentrée scolaire 2024-2025. Il sera essentiel à la réussite globale de la campagne qu'une approche holistique soit utilisée, en assurant la participation de tous les secteurs.

Résultats attendus et délais

- La rentrée scolaire est bien organisée et les écoles ouvertes sont prêtes pour l'inscription des enfants – les besoins des écoles pour son fonctionnement régulier sont identifiés et partagés avec les partenaires.
- La mobilisation scolaire est organisée et effective avec les partenaires et le MENAPLN.
- Le plan de distribution du matériel scolaire est validé. Le matériel scolaire est distribué et utilisé par les bénéficiaires.
- Les rôles des différents acteurs identifiés sont définis et chacun joue son rôle pour la réussite de la rentrée.
- Un plan d'action budgétisé présentant les axes clés, les activités, résultats, moyens, périodes responsables et indicateurs est élaboré, adopté et mis en œuvre.
- Les mécanismes pour évaluer les activités et les résultats de la campagne sont adoptés et utilisés.
- Le premier draft du rapport général de la campagne est disponible au 30 novembre 2024.

7. Tâches et périodes estimatives de mise en œuvre

Sur la base des informations disponibles sur les principales entraves à la scolarisation des enfants, le/la consultant/e devra remplir trois principales tâches, entre les mois de juillet et décembre 2024, à savoir : (i) l'appui au MENAPLN / ST-ESU dans la coordination du processus qui va aboutir à la réouverture des écoles, ainsi que la pilotage d'un comité de planification de la rentrée scolaire 2024-2025 (ii) la gestion, la distribution et le suivi des approvisionnements et l'utilisation par les bénéficiaires, et (iii) et le suivi de la mise en œuvre du volet mobilisation sociale et communication.

Le/la consultant/e contribuera à la coordination générale de la préparation des activités à mettre en œuvre de la campagne en s'assurant de l'implication et l'engagement des partenaires gouvernementaux, des ONG internationales et nationales en coordination avec le Cluster Education, des Directions Régionales et Provinciales, de la société civile, et plus particulièrement les acteurs communautaires tels que les leaders communautaires, religieux, les APEs, les plates-formes de communication pour l'éducation, etc.

Le/la consultant/e organisera et facilitera des rencontres pour identifier les défis et surtout les stratégies et activités clés pour mobiliser les acteurs de l'école (parents, enseignants, élus, leaders communautaires), pour inscrire massivement les enfants à l'école.

Le/la consultant/e assurera toute autre tâche nécessaire à l'atteinte des objectifs de la campagne de retour et de maintien de tous les enfants à l'école.

Méthodologie et Approche Technique

Le/la consultant/e devra veiller à l'implication effective de tous les partenaires dans la préparation et la mise en œuvre des activités pour une rentrée et une année scolaire réussies (MENAPLN, médias, ONG, sociétés civile, autorités locales, leaders communautaires et religieux, communautés).

Compte tenu de la multiplicité des intervenants dans la campagne, le consultant retenu devra définir le rôle et les responsabilités de chaque acteur, établir un chronogramme d'exécution, s'assurer que la répartition des tâches est connue de tous et veiller à leur exécution conformément au plan d'action adopté.

Gestion, distribution et le suivi des approvisionnements

Le/la consultant/e assurera avec la section Supply le suivi de la réception des approvisionnements. Il/elle travaillera avec le MENAPLN, UNICEF et les ONG pour finaliser un plan de distribution des matériels scolaires et autres kits en collaboration avec les bureaux de zone. Il/elle proposera des mécanismes de suivi des distributions et de l'utilisation du matériel par les bénéficiaires directs.

Suivi du volet mobilisation sociale

Le/la consultant/e contribuera à l'identification des réponses communicationnelles correspondantes la rentrée scolaire. Il travaillera étroitement avec les sections du Changement Comportemental et Social et Communications pour l'élaboration d'un plan de communication institutionnelle impliquant la participation des décideurs et assurant le caractère national de la campagne. Le plaidoyer et la mobilisation ne devront pas seulement se faire à l'attention des parents et des communautés, mais aussi cibler le Ministère de l'Education.

Il/elle contribuera également à l'élaboration des plans régionaux de mobilisation sociale et des plans régionaux de la campagne de sensibilisation de proximité. Le/la consultant/e travaillera en étroite collaboration avec les bureaux de zone et les partenaires de mise en œuvre.

Il/elle contribuera à l'élaboration et /ou à l'acquisition et la distribution du matériel de communication (spots télé, messages radio, SMS, panneaux et affiches, etc.).

8. Livrables et durée de la mission

	Délivrables	Chronogramme
1	<ul style="list-style-type: none"> Un plan de travail est élaboré par le/la consultant/e et validé par l'UNICEF. Y compris le chronogramme d'exécution des activités prévues pour la campagne, les rôles de chaque acteur mobilisé et les moins de vérifications qui soient nécessaires pour rendre compte de son exécution (photos, rapports de réunions, plan de suivi et évaluation, etc.). Un rapport narratif et quantitatif est élaboré par le/la consultant/e et validé par l'UNICEF. Y compris : (i) Le statuts d'exécution des activités prévues, (ii) Le bilan financier de la campagne mis à jour. 	Le 05 aout 2024
2	<ul style="list-style-type: none"> Le plan de distribution et suivi des approvisionnements achetés par l'UNICEF est élaboré par le/la consultant/e et validé par l'UNICEF, le MENAPLN et les acteurs chargés sur le terrain. Un rapport narratif et quantitatif est élaboré par le/la consultant/e et validé par l'UNICEF. Y compris : (i) Le statuts d'exécution des activités prévues, (ii) Le 	Le 15 septembre 2024

	bilan financier de la campagne mis à jour, (iii) Les résultats réussies pour le moment.	
3	• Un rapport mensuel narratif et quantitatif est élaboré par le/la consultant/e et validé par l'UNICEF. Y compris : (i) Le statuts d'exécution des activités prévues, (ii) Le bilan financier de la campagne mis à jour, (iii) Les résultats réussies pour le moment.	Le 15 octobre 2024
4	• Un rapport mensuel narratif et quantitatif est élaboré par le/la consultant/e et validé par l'UNICEF. Y compris : (i) Le statuts d'exécution des activités prévues, (ii) Le bilan financier de la campagne mis à jour, (iii) Les résultats réussies pour le moment.	Le 15 novembre 2024
5	• Un rapport général final de la campagne est élaboré par le/la consultant/e et validé par l'UNICEF. Y compris : (i) Le narratif et descriptif de la campagne, aussi la stratégie mise en place, (ii) Les données concernant les résultats réussis par la campagne, (iii) Des recommandations et leçons apprises sur le processus, (iv) Un repository en ligne avec tous les documents, matériels, données, etc. que soient produits au sein de la campagne.	Le 15 décembre 2024
Durée totale de la consultation : 5 mois à partir de la date de signature du contrat.		

9. Lignes de supervision

Le/la consultant/e travaillera sous la supervision du Spécialiste en Éducation – Accès de l'UNICEF, sous constante interaction avec les membres de la section impliqués dans la préparation de la rentrée et en collaboration avec les autres programmes de l'UNICEF (Protection, Communication, Changement Comportemental et Social) et les partenaires impliqués dans la campagne et les structures déconcentrées du MENAPLN. Un calendrier des rencontres hebdomadaires avec le programme et le cluster Education sera convenu avec le/la consultant/e.

Il/elle sera basé à Ouagadougou mais travaillera aussi sur le terrain selon le besoin, accordé par avance entre le/la consultant/e et le superviseur en charge.

10. Qualifications et Connaissances :

Formation universitaire

Avoir un niveau d'études supérieures (au moins Bac + 4 années) en sciences sociales ou autre domaine connexe.

Expériences spécifiques à la mission

- Avoir une expérience professionnelle dans le domaine de l'Education, y compris en situations d'urgence, d'au moins 5 ans.
- Avoir expérience confirmée dans le domaine de la communication pour le changement de comportement et ou en mobilisation sociale.
- Avoir organisé des campagnes, évènements et d'autres activités à grand échelle pour la mobilisation sociale et la communication massive.
- Avoir la capacité de travailler avec les partenaires du gouvernement, ONG, Agences Onusiennes, le secteur privé ainsi que les communautés.
- Avoir des capacités de synthèse et de rédaction de documents de qualité en français.
- Être dynamique et disponible. Le/la consultant/e devra notamment être disponible et prêt à se déplacer vers l'intérieur du pays pour organiser, suivre et gérer les activités relatives à la campagne.
- Être capable d'organiser et de se coordonner avec une équipe multidisciplinaire.
- La connaissance de l'organisation (UNICEF) et notamment de ses orientations stratégiques en matière d'éducation sera un atout.

Aptitudes linguistiques

Le Consultant devra travailler et faire usage du Français comme langue de travail.

1. Budget et coût de la consultance :

Le consultant devra présenter une proposition financière incluant tous les coûts liés à cette consultance, frais de communication et voyages au terrain nécessaires selon les TdR (y doit compris au moins un voyage de 2 jours pour chaque une des 7 régions prioritaires par la campagne : Sahel, Centre Nord, Est, Centre Est, Nord, Boucle du Mouhoun, Haut-Bassins).

Répartition du budget : la durée de la consultation est de 5 mois à partir de la date de signature du contrat.

Délivrables	Paiement
1	20%
2	15%
3	20%
4	20%
5	25%
TOTAL	100%

Le paiement des honoraires se fera en 5 virements bancaires, après acceptation par le superviseur des livrables attendus selon le chronogramme du contrat. Les paiements se feront en accord aux pourcentages établis pour chaque livrable : le premier paiement sera de 20%, le deuxième de 15%, le troisième de 20%, le quatrième de 20%, et le cinquième et dernier de 25% à la fin du contrat.

Note : Une ventilation détaillée du budget (proposition budgétaire) doit être soumise avec l'offre technique. *Tous les candidats devront soumettre une proposition financière qui sera par rapport à la nature et au niveau de complexité de la consultance, d'une part, et le budget disponible, d'autre part.*

Recours de l'UNICEF en cas de performance insatisfaisante :

Les paiements seront effectués pour les travaux achevés de manière satisfaisante et acceptés par l'UNICEF.

11. Conditions de Travail

- Le/la consultant/e sera payé (e) sur la base des honoraires convenus dans l'offre financière acceptée par l'UNICEF et le/la consultant/e.
- Le/a consultant/e devra disposer de son propre ordinateur et accès régulière à l'internet et téléphone.
- Le/a consultant/e ne disposera pas d'une station de travail chez l'UNICEF, mais pourra se déplacer quelques fois par la semaine vers le bureau de l'UNICEF à Ouagadougou, Kaya, Fada et/ou Dori pour réunions de travail avec l'équipe.

NB : En cas de transfert bancaire sur un compte à l'étranger, les frais et charges seront imputés au consultant.

Durant la période du contrat, le/la consultant/e sera assujetti/e aux dispositions en vigueur à l'UNICEF relatives à la sécurité, au respect des règles, normes et procédures régissant le personnel des Nations Unies et l'UNICEF en particulier et aussi celles relatives à la Covid-19.

En postulant pour cette consultance, les candidat/es sont conscients qu'ils/elles peuvent être amenés/es à travailler dans des zones difficiles où les conditions de sécurité peuvent se détériorer à tout moment pour des raisons indépendantes de la volonté de l'UNICEF.

Les personnes engagées dans le cadre d'un contrat de consultant ou d'un contrat individuel ne seront pas considérés comme des " membres du personnel " au sens du Statut et du Règlement du personnel des Nations Unies et des politiques et procédures de l'UNICEF et n'auront pas droit aux avantages qui y sont prévus (tels que les droits à congé et la couverture d'assurance médicale). Leurs conditions de service seront régies par leur contrat et les Conditions générales des contrats de services des consultants et des contractants individuels. Les consultants et les contractants individuels sont responsables de la détermination de leurs obligations fiscales et du paiement de tout impôt et/ou taxe, conformément aux lois locales ou autres lois applicables.

Les candidats sélectionnés sont soumis à la confirmation d'une vaccination complète contre le SRAS-CoV-2 (Covid-19) avec un vaccin approuvé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui doit être satisfaite avant l'entrée en fonction. Elle ne s'applique pas aux consultants qui travailleront à distance et ne sont pas censés travailler ou visiter les locaux de l'UNICEF, les lieux d'exécution des programmes ou interagir directement avec les communautés avec lesquelles l'UNICEF travaille, ni voyager pour exercer des fonctions pour l'UNICEF pendant la durée de leur contrat de consultant.

L'UNICEF propose des aménagements raisonnables pour les consultants handicapés. Il peut s'agir, par exemple, de logiciels accessibles, d'une aide au voyage pour les missions ou d'accompagnateurs personnels. Nous vous encourageons à divulguer votre handicap lors de votre candidature au cas où vous auriez besoin d'aménagements raisonnables pendant le processus de sélection et par la suite dans votre mission

12. Formalités Administratives

Le/la consultant/e devra fournir avant signature du contrat les documents suivants :

- 1 formulaire « Health Statement » dûment rempli et visé ;
- 1 formulaire « Good Standing » dûment rempli et visé ;
- 1 formulaire de désignation des bénéficiaires pour l'assurance MAIP ;
- 1 preuve d'assurance maladie pour la période de la consultation ;
- 1 formulaire « Vendor » dûment rempli et signé ;
- 1 Relevé d'Identité bancaire ;
- 1 copie du passeport ;
- 1 exemplaire du certificat de formation en ligne « BSAFE » ;
- 1 exemplaire du certificat de formation en ligne « Prévention du harcèlement sexuel et abus d'autorité » ;
- 1 exemplaire du certificat de formation en ligne « prévention de l'exploitation et des abus sexuels (LEFP) » ;
- 1 exemplaire du certificat de formation en ligne « éthique et intégrité à l'UNICEF » ;
- 1 autorisation de son employeur l'autorisant à effectuer cette consultance s'il est fonctionnaire du gouvernement Burkinabè.

NB : le site www.agora.unicef.org permet de retrouver les quatre formations et recevoir un certificat.

13. Soumission des candidatures

Le/a consultant/a souhaitant soumissionner devra fournir une offre comportant les éléments ci-dessous :

1. Une offre technique comprenant :

- La présentation du / de la consultant/e y compris le CV détaillé signé et daté et diplômes légalisés ;
- La compréhension de la mission ;
- L'expérience du / de la consultant/e dans la conduite de missions similaires ;
- La méthodologie proposée pour la conduite de la mission ;
- Le plan détaillé de réalisation de la mission ;
- Les attestations ou évaluations d'analyses similaires ;
- Une copie des rapports d'analyse réalisée par le consultant ;
- Tout autre élément jugé nécessaire.

2. Une offre financière détaillée en FCFA. Les offres incomplètes ne seront pas prises en

compte L'évaluation des offres se déroule comme suit :

(i) Une évaluation des offres techniques qui se déroule après soumission des offres. Attribution des notes techniques (NT) suivant les barèmes établis ci-dessous. Les offres obtenant une note inférieure à 70% lors de l'évaluation technique seront automatiquement éliminées et ne seront pas prises en compte pour l'évaluation financière.

(ii) Une évaluation des offres financières pour les offres techniques qualifiées. Au montant le moins disant, on attribue la note financière (NF) de 30 points.

(iii) La note totale de l'offre est la somme de : $(NT \times 0,7) + (NF \times 0,3)$

A. Critères d'évaluation technique		Note max.
Avoir un niveau d'études supérieures (au moins Bac + 4 années) en sciences sociales ou autre domaine connexe.		Critères éliminatoires
1.Méthodologie (Compréhension des TdR, Approche technique et méthodologique conformes aux objectifs des termes de référence ; Approches innovantes)	1.1 Approche technique et méthodologique conformes aux objectifs et orientation des termes de référence des TdR (05 points)	25
	1.2 Expérience confirmée dans le domaine de l'Education, y compris en situations d'urgence, d'au moins 5 ans (10 points)	
	1.3 Propositions d'approche innovantes pour l'atteinte des résultats (10 points)	
2.Compétences du / de la consultant/e	2.1 Diplôme d'études supérieures (au moins Bac + 4 années) en sciences sociales ou autre domaine connexe (05 points)	45
	2.2 Expérience confirmée dans le domaine de la communication pour le changement de comportement et ou en mobilisation sociale (07 points)	
	2.3 Avoir organisé des campagnes, évènements et d'autres activités à grand échelle pour la mobilisation sociale et la communication massive (07 points)	

	<p>2.4 Avoir la capacité de travailler avec les partenaires du gouvernement, ONG, Agences Onusiennes, le secteur privé ainsi que les communautés (07 points)</p> <p>2.5 Avoir des capacités de synthèse et de rédaction de documents de qualité en français (07 points)</p> <p>2.6 Être dynamique et disponible. Le/la consultant/e devra notamment être disponible et prêt à se déplacer vers l'intérieur du pays pour organiser, suivre et gérer les activités relatives à la campagne (07 points)</p> <p>2.7 Être capable d'organiser et de se coordonner avec une équipe multidisciplinaire (05 points)</p>	
Total offre technique		70
<p>B. Evaluation de l'offre financière (pondération de 30% de la note globale)</p> <p>L'offre financière devrait être soumise dans un document séparé. Elle devrait être ventilée en : Honoraire de consultation, frais de communication et voyages au terrain nécessaires selon les TdR (au moins un voyage de 2 jours pour chaque une des 7 régions priorisées par la campagne : Sahel, Centre Nord, Est, Centre Est, Nord, Boucle du Mouhoun, Haut-Bassins). Il faut noter que le consultant doit déjà être en possession du matériel essentiel pour réaliser son travail. Ainsi, tout achat d'ordinateur, imprimante, téléphone, etc. ne sera pas accepté par l'UNICEF.</p> <p>C. Evaluation Finale de l'offre globale</p> <p>D. L'évaluation finale de l'offre sera faite en fonction d'une pondération des Critères d'évaluation Technique et Financière :</p> <p>Le score technique (St) et le score financier (Sf) de chaque offre seront ensuite combinés en un score global (Sg) par offre selon la répartition suivante : St = 70% de la note globale</p> <p style="padding-left: 100px;">Sf = 30% de la note globale.</p> <p>Le score global attribué aux offres permettra un classement des offres par l'application de la formule suivante, qui déterminera l'offre la meilleure au regard des critères de sélection proposés pour la mission :</p> <p style="text-align: center;">Sg = (St x 70%) + (Sf x 30%)</p> <p>Le contrat sera adjugé à l'offre ayant obtenu le score global (Sg) le plus élevé.</p>		
<p>1. Date souhaitée de début de la consultance :</p> <p>2. Date de fin de la consultance :</p>		

Approuvé par : John Agbor Représentant		
--	--	--